

LA LAÏCITE EN ALGERIE

Une idée pérenne

Par Tarek Mira *

2e partie et fin

A la veille du multipartisme, soit en l'espace d'un quart de siècle, l'on a assisté en Algérie à un double phénomène, aussi massif que contradictoire, le dévoilement puis le roilevement de la femme algérienne. Cette situation dénote jusqu'à la caricature les errements et les contradictions du pouvoir algérien. Son personnel politique a manqué d'audace, prisonnier qu'il était de la formation et de l'orientation de ses trois chefs, successivement Ben Bella, Boumediène et Bendjedid (19). L'idéologie arabo-musulmane, issue de l'Association des ulémas, organisation préconisant l'intégration, a submergé l'Etat national souverain, porté sur ses fonts baptismaux par le mouvement indépendantiste radical, d'origine et de pratique laïques (20). La perspicacité et le courage de Bourguiba en Tunisie, instituant un code du statut personnel le 13 août 1956 qui supprime la polygamie et favorise l'émancipation de la femme, n'advient pas en Algérie.

Un premier constat s'impose : arabisme séculier et islamisme forment les deux faces d'une même médaille et refusent conjointement la démocratie.

Nous risquons une deuxième appréciation en soutenant que l'Algérie — le Liban probablement aussi — est le pays le plus apte à conquérir la modernité parmi les Etats de la Ligue arabe. Cette notion de modernité, qui se conjugue avec l'autonomie individuelle si indispensable à l'accomplissement démocratique et laïque, a manqué de réussite politique et historique au lendemain de l'indépendance avec la victoire du groupe de Tlemcen appuyé par l'armée des frontières (21).

Réislamisation
et résistance laïque

Galvanisés par les inflexions du pouvoir et le triomphe de la "révolution" irannienne alors que s'ouvre le front afghan, les islamistes veulent tout le pouvoir. Le souffle de liberté qui a emporté le mur de Berlin ne se produira pas en Algérie. En moins d'un siècle, les perspectives se sont renversées. L'on est passé de la modernisation de l'islam (la Nahda en Orient et les l'Association des ulémas en Algérie) à l'islamisation de la modernité chez les salafistes.

Sur le plan électoral, les résultats ont créé un choc terrible. Les premières échéances pluralistes — municipales de juin 1990 et législatives de juin 1991 — ont donné le FIS largement vainqueur. Ce parti islamo-intégriste projetait d'instaurer un régime totalitaire pire que l'autoritarisme

précédent. Les prémices étaient déjà annoncées. Au nom de la dénonciation de l'injustice et de la corruption, les intégristes imposent leur magistère moral. Les comportements laïques sont visés ostensiblement. Beaucoup d'étudiantes ont été vitriolées durant la montée en puissance de ce mouvement (22).

Pourchassées auparavant, les forces démocratiques arrivent avec de grands handicaps sur la scène multipartite. La division entre le FFS (Front des forces socialiste) et le RCD (Rassemblement pour la culture et la démocratie) va accentuer cet état de fait. L'interruption du processus électoral entre les deux tours des législatives, le 11 janvier 1992, par l'armée rajoutera de la divergence entre les deux formations. A côté de ces dissensions neutralisantes, la laïcité est revendiquée, pour la première fois, publiquement, en Algérie.

Sans doute pour des raisons tactiques, le FFS parle de séparation des champs politique et religieux, et essaye de forger un nouveau concept : "l'Etat civil". Cette position est moins mise en avant à partir de la signature de la plate-forme de Sant'Egidio (23).

Quant au RCD, pris dans son combat contre l'anéantissement de la nation (Oumma contre Patrie) si les islamistes prenaient le pouvoir, il s'engage à fond pour sauvegarder les virtualités démocratiques de l'Etat. La laïcité est ainsi, par la force des choses, moins discutée dans les débats publics, mais toujours revendiquée en tant que telle. La notion laïque est au cœur du noyau identitaire de ce parti.

Les communistes, sous la dénomination du PAGS (Parti d'avant-garde socialiste) du temps du parti unique, et du MDS (Mouvement démocratique et social) actuellement, ont longtemps loué l'islam des pauvres, rappelant au passage les rapprochements anti-colonialistes entre le PC et les ulémas.

Ligne populiste, qui rappelle la démarche du FLN, elle est abandonnée discrètement ces derniers temps. Cette formation est laïque même si elle ne le proclame pas publiquement (24). S'inscrivant dans un projet de société démocratique et républicain, les divergences d'approche de ces trois formations vis-à-vis de la menace islamiste ont, au-delà des divisions politiques et électorales, créé incidemment un débat mineur autour des concepts de la démocratie et de la République (25).

Aujourd'hui, on arrive en Algérie à une situation politique de stabilité dans le chaos. Doublement combattu — politiquement par le pouvoir, qui a restauré son autocratie, et idéologiquement par les islamistes — le

projet démocratique voit se multiplier devant lui obstacles et adversaires. Entre les deux pôles antidémocratiques, les passerelles sont nombreuses, notamment dans leur refus de la laïcité. Leur connivence se décline sur maints registres.

La participation du MSP (branche algérienne des Frères musulmans) au gouvernement depuis déjà une décennie et, plus récemment encore, la mise en place de "La charte pour la paix et la réconciliation nationale" sont les manifestations les plus patentes de cette collaboration (26). Le référendum sur cette charte consacre en réalité l'auto-amnistie : l'impunité aux terroristes et le pardon aux forces de l'ordre durant la "sale guerre", au détriment de la vérité et de la justice.

Immense paradoxe où l'islam politique est vaincu mais s'imposant comme force-pivot, et où l'islam social s'enracinant davantage dans les mœurs, alors que le combat des femmes en faveur de l'égalité des droits commence doucement à porter ses fruits. (27).

Est-ce pour autant la fin du sécularisme ?

En guise de conclusion

A l'image de la trajectoire du Mouvement national et de la construction de l'Etat souverain, les conceptions laïques et religieuses ne cessent de s'entre-mêler, de se confronter et de créer entre elles une paix relative.

La montée en puissance du camp conservateur et réactionnaire (piétiste, salafiste et djihadiste) au fur et à mesure du bouleversement démographique, durant au moins trente ans, ne met pas fin à des coutumes et attitudes laïques. La baisse du taux de fécondité jusqu'à menacer le renouvellement des générations, grâce notamment à la contraception, est l'une des preuves les plus tangibles de ce phénomène.

Une forte tradition séculière du pays, une pratique sociale qui se laisse influencer par l'environnement mondial, une revendication partisane à drapeau déployé et un fonctionnement institutionnel qui prend en compte, peu ou prou, les conventions internationales, sont autant d'éléments qui maintiennent socialement et politiquement plus qu'une présence laïque.

La laïcité est finalement une idée jeune dans le débat politique national. Combattu injustement par les tenants du pouvoir et sournoisement par les islamistes en tentant de l'assimiler à l'athéisme, le sort de cette philosophie est lié à la démocratisation des institutions et de la société algériennes.

Dans cette longue et exaltant-

te bataille, les combattants des Lumières ont besoin de plus d'attention, sinon de solidarité, de leurs pairs à travers le monde. Consubstantiellement mêlés, la démocratie, les droits de l'homme et la laïcité sont indivisibles idéologiquement et géographiquement.

T. M.

* Secrétaire national aux relations internationales du RCD

(19) Ben Bella a été proche des milieux nassériens. Arabiste, il ne sent pas loin des thèses islamistes qu'il épousera volontiers à sa sortie de prison l'année 1980. Boumediène est formé à El Azhar. Bendjedid est moins marqué que ses prédécesseurs mais se laisse aller au conservatisme. Son livre de chevet est de Maurice Bucaille : Le coran, la bible et la science, Ed Seghers, 1976, qui prétend démontrer la scientificité et la supériorité du coran. Plusieurs répliques ont été formulées à l'encontre de ce livre. La dernière, de manière partielle, a été donnée par Fouad Laroui : "De l'islamisme. Une réfutation personnelle du totalitarisme religieux". Robert Laffont, 2006, p. 24.

(20) Les rapprochements entre les ulémas et les modernistes indépendantistes en Afrique du Nord ont été, en partie, l'œuvre de l'émir libanais, Chekib Arslane. Ce dernier a rencontré plusieurs fois Messali Hadj, à Genève, où le Levantin a élu domicile, dans les années 1930.

Le Libanais a joué un rôle déterminant contre le Dahir berbère, au Maroc, en 1931. Il termina sa carrière comme collaborateur des forces de l'Axe durant la Seconde Guerre mondiale.

(21) De par sa composante sociologique et son orientation politique, le groupe de Tizi-Ouzou — composé des Wilayas II, III, IV, la Fédération de France, les syndicats — et soutenant à bout de bras l'autorité légale du GPRA (Gouvernement provisoire de la république algérienne) était plus à même d'aller dans le sens d'une plus nette sécularisation.

(22) Bien avant le multipartisme, les tentatives de soumission de la société avaient déjà commencé. C'est ainsi que l'étudiant Kamal Amzal a été assassiné au campus universitaire de Ben-Aknoun, le 2 novembre 1982, par des nervis islamistes.

(23) Initiée par la communauté laïque de Sant'Egidio, qui pratique une diplomatie parallèle pour le compte du

Vatican, la rencontre de Rome, en janvier 1995, entre le FIS (Front islamique du salut), le FLN (Front de libération nationale), le FFS (Front des forces socialistes), le PT (Parti des travailleurs), le MJN (Mouvement de la jeunesse nationale), la LADDH (Ligue algérienne de défense des droits de l'homme), a abouti sur une plate-forme commune "de sortie de crise".

Elle a reçu une fin de non-recevoir de la part du pouvoir et a été combattue par d'autres formations telles que le Hamas (aujourd'hui MSP, Mouvement pour la société et la paix), le RCD (Rassemblement pour la culture et la démocratie), le MDS (Mouvement démocratique et social), la presque totalité de la presse indépendante, les associations féminines et l'Eglise d'Algérie.

(24) Après avoir soutenu l'idée du multipartisme au lendemain de l'indépendance, le Parti communiste algérien s'est rangé ensuite du côté de la révolution socialiste de Ben Bella malgré l'interdiction de leur journal historique Alger républicain. Dénonçant le coup d'Etat contre le président sortant en 1965, entrant même dans une organisation clandestine élargie (ORP, Organisation pour la révolution populaire, avec la gauche du FLN), le PAGS, nouvelle appellation du PC, va se rapprocher, en 1967, de Boumediène et sa politique anti-impérialiste. Du coup, ça sera la seule formation tolérée en ce temps de grisaille paratotalitaire.

(25) Ce débat est réactivé en France de manière approfondie. Il est principalement le fait de ceux qui considèrent qu'il y a ou bli de la République. Régis Debray est celui qui a développé l'analyse la plus radicale en opposant de manière frontale république et démocratie. In Blandine Kriegel : Propos sur la démocratie, essais sur un idéal politique. Ed Descartes et Cie, 1994, page 14.

(26) L'une des conséquences de cet accord entre le régime et les radicaux islamistes, groupes armés compris, est le retour de l'appel à la prière à la télévision. Quant à Bouteflika, il annonce la construction de la plus grande mosquée du monde à Alger, précisément à Mohammedia, ex-Lavignerie.

(27) L'ordonnance n° 05-02 du 27 février 2005 modifiant et complétant la loi n°84-11 du 09 juin 1984 portant code de la famille a adouci quelque peu la législation précédente. Des concessions mineures ont été concédées, notamment l'élémation du devoir d'obéissance de la femme envers l'homme.